

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MINAKEM BEUVRY PRODUCTION

145, Chemin des Lilas
59310 BEUVRY LA FORET

Références : 2022-V1-546
Code AIOT : 0007000704

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2022 dans l'établissement MINAKEM BEUVRY PRODUCTION implanté 145, Chemin des Lilas 59310 BEUVRY LA FORET. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection a eu lieu suite au signalement par l'exploitant d'un rejet coloré dans la Carpière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MINAKEM BEUVRY PRODUCTION
- 145, Chemin des Lilas 59310 BEUVRY LA FORET
- Code AIOT : 0007000704
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société MINAKEM Production est spécialisée dans la chimie fine à destination de l'industrie pharmaceutique.

Environ 165 salariés travaillent sur le site de Beuvry-la-Forêt : 125 dans la production et 40 dans la Recherche et Développement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Impact sur le milieu suite à des rejets colorés

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'Environnement, l'inspection des installations classées sollicite la remise d'un rapport d'incident contenant a minima :

- un déroulé précis des faits ayant conduit à cet incident ;
- une caractérisation de la substance ayant provoqué cette coloration, ainsi que les dangers associés ;
- une estimation de la quantité de produit rejeté ;
- les protocoles mis en oeuvre pour caractériser l'impact de ce rejet sur le milieu et les résultats d'analyse de ces mesures ;
- les moyens mis en oeuvre pour surveiller l'impact de ce rejet sur l'Environnement à long terme.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Caractéristiques générales des rejets	Arrêté Préfectoral du 30/01/2001, article 7.4	/	Mesures d'urgence	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les rejets de l'usine MINAKEM de Beuvry-la-Forêt ont provoqué une coloration rouge rosée de l'eau et ont provoqué des reflets de même couleur sur les berges habituellement en eau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractéristiques générales des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2001, article 7.4
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques du rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents rejetés doivent être exempts : <ul style="list-style-type: none">• de matières flottantes ;• de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;• de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. De plus : <ul style="list-style-type: none">• ils ne doivent pas comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire ;• ils ne doivent pas provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.
<p>Constats : Suite au signalement de l'exploitant, une visite d'inspection a eu lieu en vue de constater le rejet signalé et d'évaluer les premières conséquences.</p> <p>A l'arrivée de l'inspection des installations classées, il est constaté dans le bassin de tamponnement avant traitement une coloration vive rouge rosée.</p> <p>L'exploitant indique que suite à la fabrication d'un composant habituellement acheté, une coloration rouge rosée a été détectée dans le rejet après traitement ce 18 novembre matin. Il est supposé qu'il s'agit d'une réaction de produits organiques issus de résidus de fabrication.</p> <p>Ce rejet a été détecté le vendredi matin. L'exploitant a arrêté le rejet de son installation et a commencé à transvaser le contenu du bassin de tamponnement dans les bassins utilisés habituellement pour stocker les boues du bassin biologique après filtration.</p> <p>Au niveau du point de rejet (RGF93 - X:719312 Y:7038723), une légère coloration rouge rosée de l'eau est distinguable. La terre mise hors d'eau suite à l'arrêt du rejet de la station présente un aspect et un reflet rosé.</p> <p>A l'extérieur du site, à environ 60 m en aval (RGF93 - X:719419 Y:7038614), la coloration n'est pas facilement observable, l'eau étant plus boueuse. Toutefois, la terre mise hors d'eau présente des reflets rouges rosées et les ouvrages béton sont colorés.</p> <p>A environ 900 m en aval du point de rejet (RGF93 - X:719928 Y:7038844), la baisse de niveau est visible. Il n'est pas possible de distinguer un impact coloré à l'œil nu.</p> <p>Au niveau des trois points, il n'a pas été constaté de mortalité piscicole ou amphibienne.</p> <p>La prescription n'est pas respectée dans la mesure où le rejet de la station de traitement a conduit à une coloration du milieu. Toutefois la méconnaissance du produit formé provoquant cette coloration ne permet pas de caractériser l'impact sur le milieu.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, en urgence :</p> <ul style="list-style-type: none">• de maintenir l'arrêt du rejet tant que la coloration perdure dans les effluents après traitement;• de déterminer dans les meilleurs délais le ou les éléments chimiques responsables de cette coloration;

- de mettre en œuvre des moyens permettant de détecter toute évolution néfaste de l'environnement liée à ce rejet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence

Proposition de délais : 15 jours